

# CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Commission statutaire siégeant en formation préparatoire

✧ Lundi 21 octobre 2013 ✧

## Relevé de votes

Ont pris part aux travaux de la Commission statutaire siégeant en formation préparatoire :

Monsieur Didier GUEDON, membre de droit, Président.

Madame Marie-Anne LEVEQUE, Directrice générale de l'administration et de la fonction publique, membre de droit.

- les représentants des organisations syndicales de la fonction publique de l'Etat

### **FGF-FO :**

Membres avec voix délibérative :

Madame Florence BUISSON

Monsieur Christian GROLIER

Monsieur Claude SIMONEAU

Monsieur Thierry GANDIL

### **FSU :**

Membres avec voix délibérative :

Madame Anne FERAY

Madame Arlette LEMAIRE

Madame Claude BESSIS

Monsieur Jean-Marie LE BOITEUX

Membre sans voix délibérative :

Monsieur Philippe AUBRY

### **CGT :**

Membres avec voix délibérative :

Madame Marie-Hélène THOMAS

Monsieur Vincent BLOUET

Monsieur Christophe GODARD

Membre sans voix délibérative :

Madame Christiane MOYSE

### **CFDT :**

Membres avec voix délibérative :

Madame Mylène JACQUOT

Madame Louise-Marie SIADOUS

Madame Michelle ZORMAN

**UNSA FP :**

Membres avec voix délibérative :

Monsieur Luc BENTZ

Madame Sylviane JEANNE

Monsieur David MARIO-LIBOUBAN

**Union syndicale Solidaires fonction publique**

Membres avec voix délibérative :

Madame Thi-Trinh LESCURE

Madame Dorine PASQUALINI

**CFE-CGC :**

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Vincent HACQUIN

Membre sans voix délibérative :

Monsieur Roland DENIS

**CFTC :**

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Denis LEEBVRE

**Experts désignés à la demande des organisations syndicales :**

Monsieur Jean CAPDEPUY –Solidaires

Monsieur Yves MAITRE – Solidaires

Monsieur Marc BENASSY – CFE CGC

**Représentants de la DGAFP :**

Monsieur Thomas CAMPEAUX, Directeur, adjoint à la Directrice générale

Bureau SE1 :

Monsieur Marc FIROUD

Monsieur Julien COUDRY

Bureau SE 2 :

Monsieur Jean-Louis PASTOR

Monsieur Franck SCHOUMACKER

Monsieur François GIQUEL

Bureau PS1 :

Monsieur Christophe LANDOUR

Madame Flora SEGUIN

Monsieur Florian PETIT

Secrétariat du CSFPE :

Pôle des Conseils :

Madame Claudine PINON, secrétaire du CSFPE

Monsieur Mickaël VANDOO LAEGHE, responsable du pôle

Madame Célie CUCCHIARA, sténotypiste.



Monsieur GUEDON ouvre la séance à 14 heures 35, souhaite la bienvenue aux membres, constate que le quorum est largement atteint avec la présence des 21 membres.

Le relevé des votes de la séance du 13 juin 2013 est approuvé à l'unanimité.

### **Examen des textes inscrits à l'ordre du jour :**

#### **1/ Projet de décret modifiant le décret n°84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics à caractère administratif prévue au 2°§ de l'article 3 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984**

Monsieur GUEDON demande aux membres de la commission s'ils souhaitent intervenir.

Seul M. LEFEBVRE indique, que pour des raisons informatiques, la CFTC n'a pas pu déposer des amendements.

Le texte précité est présenté par Madame LEVEQUE qui indique qu'il s'agit de la première étape des travaux engagés à la suite du protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique : accès à l'emploi titulaire et amélioration des conditions d'emploi.

Il s'agit d'un toilettage qui n'épuise pas le chantier.

- toilettage global et suppression d'un certain nombre d'établissements qui ne recourent plus du tout à la dérogation ;
- toilettage pour certains établissements de certaines catégories d'emplois pour lesquels ils ne recrutent plus de non titulaires sur la base de l'article 3 ;
- toilettage général pour supprimer la mention de la catégorie D.

Pour la CGT, Monsieur BLOUET précise qu'il ne comprend pas l'intérêt de ce toilettage *a minima*, rappelle que ce point devait l'objet d'un débat dans le cadre de l'agenda social en ce qui concerne les autres établissements dérogatoires. La CGT est dubitative en l'absence de date inscrite à l'agenda social.

Pour l'UNSA, Monsieur MARIO-LIBOUBAN indique que ce décret est pris comme un premier pas, son organisation votera favorablement.

Pour Solidaires, Madame PASQUALINI ajoute qu'il ne lui paraît pas possible que le décret présenté aujourd'hui soit l'aboutissement de la démarche engagée. Elle termine son propos avec la remarque suivante : les EPA dérogatoires méritent des mesures d'une autre envergure.

Pour la CFDT, Madame JACQUOT prend acte qu'il ne s'agit que d'une première étape et précise que sortir les établissements de l'annexe du décret 84-38 est un point positif, mais s'assurer que le dialogue social sera mené en interne davantage nécessaire et rappelle les inquiétudes légitimes des agents quant à leur situation.

Pour la CGC, Monsieur HACQUIN prend lui aussi acte qu'il s'agit d'une première étape et indique qu'il votera favorablement sur ce projet.

Madame LEVEQUE rappelle que deux étapes distinctes avaient été proposées en comité de suivi. Le décret proposé aujourd'hui ne remet pas en cause le calendrier de travail acté avec les signataires de l'accord. Une réunion est prévue prochainement avec les signataires, puis ajoute que le ministère de la culture a engagé un travail approfondi sur la situation des personnels des établissements concernés.

Il est alors procédé à l'examen de l'amendement déposé par la CGT qui est présenté par Monsieur BLOUET.

#### **Amendement de la CGT**

##### **Texte de l'amendement :**

A la fin du I de l'article 1<sup>er</sup>, ajouter :

- centre des monuments nationaux ;
- centre d'art et de culture Georges Pompidou ;
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;
- Etablissement public du musée du quai Branly ;
- Etablissement public du musée ou du domaine national de Versailles ;
- Musée Rodin.
- Etablissement public de la porte Dorée-Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

##### **Motivation :**

Le projet de texte ne propose que deux suppressions de la liste d'EPA dérogatoires du Ministère de la Culture, établissements qui n'utilisent pas leurs emplois dérogatoires. Aucun des autres EPA dérogatoires de ce Ministère ne figure dans les suppressions alors que tous pourraient y figurer.

Monsieur BLOUET rappelle que l'objectif du présent décret est de sortir les agents des établissements et de les intégrer dans le mécanisme prévu par la loi Sauvadet. Les agents qui ne seront pas sortis rapidement de ce décret seront lésés dans leur droit d'accès à la titularisation.

Madame LEVEQUE précise qu'elle entend bien l'impatience de certains à voir avancer rapidement ce dossier et qu'il serait contre productif de ne pas laisser aux ministères le temps de bien gérer ce sujet avec les organisations syndicales.

Madame JACQUOT indique que la CFDT votera favorablement cet amendement afin qu'il puisse être examiné en assemblée plénière.

##### **Vote sur cet amendement :**

21 votants

**Pour 20** (CGC 1, CGT 3, UNSA 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Abstention 1 (CFTC)

Cet amendement sera examiné en assemblée plénière.

Départ de Monsieur BENASSY expert désigné par la CGC et des membres du bureau SE1.

## **2/ Projet de décret modifiant le décret n°2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières de la catégorie C ainsi que certains décrets portant statuts particuliers de corps de fonctionnaires de la catégorie C**

Madame LEVEQUE indique que seront examinés successivement trois textes qui concourent à la mise en œuvre de la réforme de la grille de la catégorie C. Deux textes statutaires dont un pour la catégorie B qui tire les conséquences de la revalorisation de la grille de la catégorie C. Un décret indiciaire qui fixe le nouvel échelonnement indiciaire compte tenu de la réforme.

Le premier texte statutaire modifie le décret de 2005 concernant la catégorie C, il transpose la réforme de la grille proposée. Cette réforme se fera en deux temps, une phase en 2014 et une seconde en 2015.

Monsieur GUEDON propose aux organisations syndicales d'intervenir avant l'examen.

Pour la CGT, Madame THOMAS indique que la CGT n'a pas déposé d'amendements sur les trois textes, car ceux-ci ne sont pas amendables en raison de son désaccord profond sur ces textes.

Pour FO, Monsieur GROLIER signale que seul un amendement spécifique concernant les agents de La Poste et de France Télécom a été déposé. En effet, pas d'amendement pour la FPE, la grille proposée à 4 échelles est une décision unilatérale du Gouvernement, FO souhaitait une grille à 3 échelles.

Monsieur BENTZ précise qu'il semble plus cohérent à l'UNSA d'acter aujourd'hui cette mesure unilatérale et de se réserver sur les échanges à venir sur la reconstruction des grilles.

Madame LESCURE prend acte des discussions à venir suite au rapport PECHEUR, mais rappelle que des mesures immédiates doivent être prises et dans cet objectif Solidaires a déposé des amendements numérotés qu'elle entend présenter dans l'ordre de dépôt et non en fonction des alinéas comme cela figure dans le déroulé.

Pour la FSU, Madame FERAY souligne le regret amené par le fait que les discussions engagées aboutissent à des mesures unilatérales et limitées du Gouvernement. Si la valeur du point n'est pas revalorisée, les quelques avancées proposées aujourd'hui seront rapidement obsolètes. Les agents non titulaires non rémunérés par indice ne bénéficieront pas de ces mesures.

Madame JACQUOT, précise que la CFDT s'exprimera à l'assemblée plénière du 6 novembre.

Monsieur BENTZ souhaite que les textes puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Monsieur HACQUIN ajoute que la CGC, comme la CFDT, se réserve pour l'assemblée plénière.

Madame LEVEQUE rappelle que les grilles proposées ont évolué au cours des travaux menés sur les grilles et les carrières. Il est bien pris note de la remarque de Madame FERAY en ce qui concerne les agents non titulaires, mais le champ des discussions actuelles ne les concerne pas.

Examen de l'amendement déposé par FO, celui est présenté par Monsieur GANDIL ;

**Amendement FO concernant le décret d'échelonnement de la catégorie C.**

**Exposé des motifs -** Vu la durée de nos carrières, il ne semble pas raisonnable de créer de nouveaux échelons, il faut donc améliorer les derniers pour atteindre les mêmes fin de carrière. Cependant, le grade d'agent professionnel qualifié de second niveau de France Télécom comprend un 18<sup>ième</sup> échelon qui permet d'atteindre le 449. Il apparaît donc nécessaire de créer un 18<sup>ième</sup> échelon pour le grade des agents professionnels qualifiés de second niveau de La Poste afin de simplifier la bascule dans les nouvelles échelles. Le 17<sup>ième</sup> échelon aura donc une durée de 3 ans.

**Amendement -Aux visas, rajouter :**

Le décret n° 2007-1333 du 10 septembre 2007 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents professionnels qualifiés de La Poste.

Article 4bis

Le tableau fixant la durée des échelons du grade d'agent professionnel qualifié de second niveau institué à l'article 11 du décret n° 2007-1333 du 10 septembre 2007 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents professionnels qualifiés de La Poste est remplacé par le suivant :

ÉCHELONS	Durée
18e échelon	-
17e échelon	3 ans
16e échelon	2 ans
15e échelon	1 an
14e échelon	2 ans
13e échelon	2 ans
12e échelon	2 ans
11e échelon	2 ans
10e échelon	2 ans
9e échelon	2 ans
8e échelon	2 ans
7e échelon	2 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	1 an
4e échelon	1 an
3e échelon	1 an
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

Monsieur GANDIL indique qu'il souhaite que les grilles de La Poste et de France Télécom soient rapprochées de celles de la FPE.

Madame JACQUOT précise que la CFDT est plutôt favorable à cet amendement.

Madame LESCURE ajoute que Solidaires n'a pas déposé d'amendements concernant La Poste et France Télécom parce que précédemment ceux qui avaient été déposés avaient été déclarés irrecevables.

Monsieur BLOUET, pour la CGT, considère que ce sujet est un sujet de dialogue social interne à ces deux entités.

Madame LEVEQUE indique que cet amendement n'entre pas dans le champ du texte examiné aujourd'hui. Elle précise, que le message est néanmoins entendu concernant les personnels de catégorie C de La Poste et de France Télécom.

Monsieur GUEDON propose alors d'examiner l'amendement déposé par le Gouvernement sur ce texte.

Amendement du Gouvernement :

Le titre IV « Dispositions finales » et l'article 13 sont supprimés. L'article 14 devient l'article 13.

La notice sera modifiée en conséquence.

Exposé des motifs

Le texte pourra prendre effet dès le lendemain de sa publication, permettant une entrée en vigueur des nouvelles dispositions au plus tôt.

Afin de prévoir une possibilité d'entrée en vigueur de la réforme de la catégorie C au plus tôt, il a été décidé de supprimer la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Il va de soi que la publication de ces trois décrets sera concomitante et coordonnée avec les textes homologues des deux autres versants de la fonction publique.

Madame LEVEQUE explique que le Gouvernement souhaite que les dates d'entrée en vigueur soient identiques pour les 3 versants. Il est indispensable que l'ensemble des corps concernés bascule dans la réforme à la même date. En conséquence, en écrivant dès le lendemain de sa publication s'ils sont publiés avant le 1<sup>er</sup> janvier, les agents pourront en bénéficier quelques jours plus tôt.

Pour la FSU, Madame LEMAIRE indique qu'il faut écrire au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Pour Solidaires, Monsieur MAITRE rétorque que la proposition de l'administration « si possible avant le 1<sup>er</sup> janvier », permet de comprendre que l'administration veut faire l'économie de la GIPA dont plusieurs milliers d'agents de catégorie C devraient pouvoir bénéficier en 2014 au titre de la période 2009-2013. Il ajoute que désormais Solidaires est favorable à la mention au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Après l'intervention de Monsieur MARIO-LIBOUBAN sur un corps spécifique du ministère de l'Intérieur, Madame FERAY, de la FSU se déclare curieuse d'entendre la réponse de l'administration sur la problématique GIPA.

Madame LEVEQUE insiste sur le fait que le seul objectif du Gouvernement est d'appliquer au plus tôt cette réforme attendue par les agents de catégorie C. Cet objectif a toujours été celui de l'administration bien avant qu'il n'y ait la GIPA.

**3/ Projet de décret modifiant divers décrets relatifs à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction publique de l'Etat**

Ce texte est présenté par Madame LEVEQUE qui explique qu'il a été rendu nécessaire d'ajuster les conditions de classement des fonctionnaires de catégorie C nommés dans un corps relevant du nouvel espace statutaire de la catégorie B.

Pour l'UNSA, Monsieur BENTZ précise que cet exercice montre bien à quel point il est urgent de retravailler aussi bien les grilles de la catégorie B que celles de la catégorie A.

Madame THOMAS indique que la CGT votera pour les amendements présentés par la CFDT par pure précaution.

Les amendements de la CFDT sont présentés par Madame JACQUOT.

#### **Article 3 - Amendement n° 1 de la CFDT**

##### **Texte de l'amendement**

À l'article 3, au tableau du 4°, premier grade :

**Remplacer** 7ème échelon - 3 ans **Par** 7ème échelon - 2 ans

##### **Exposé des motifs**

Dans la mesure où la durée entre le 4e et le 5e échelon de l'E6 est de deux ans, et où la durée entre le 7e et le 8e échelon du NES 1 reste établie à 3 ans, l'agent promu le plus tardivement d'E6 en NES 1 bénéficie d'un avantage d'ancienneté d'un an par rapport à l'agent promu depuis l'échelon inférieur.

#### **Article 3 – Amendement n° 2 de la CFDT**

##### **Texte de l'amendement**

À l'article 3, au tableau du 4°, deuxième grade : **Remplacer** 7ème échelon - 3 ans **Par** 7ème échelon - 2 ans

##### **Exposé des motifs**

Amendement de cohérence avec le précédent.

Madame LEVEQUE indique que le Gouvernement est tout à fait favorable aux amendements déposés par la CFDT.

#### **Vote sur les amendements de la CFDT**

##### **21 votants**

**Pour 21** – adoptés à l'unanimité (seront examinés en assemblée plénière)

L'amendement du Gouvernement est identique à celui présenté pour le texte précédent, il ne fait pas l'objet d'un débat. Le sujet sera abordé lors de la plénière. Il est rappelé ci-après pour mémoire.

##### **Amendement du Gouvernement :**

L'article 9 du projet de décret est supprimé. L'article 10 devient l'article 9.

La notice sera modifiée en conséquence.

Exposé des motifs :

Le texte pourra prendre effet dès le lendemain de sa publication, permettant une entrée en vigueur des nouvelles dispositions au plus tôt.

Afin de prévoir une possibilité d'entrée en vigueur de la réforme de la catégorie C au plus tôt, il a été décidé de supprimer la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.



Il va de soi que la publication de ces trois décrets sera concomitante et coordonnée avec les textes homologues des deux autres versants de la fonction publique.

#### 4/ Projet de décret modifiant deux décrets fixant l'échelonnement indiciaire afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics

Il est présenté par Madame LEVEQUE qui indique qu'il s'agit de la transposition dans les textes indiciaires de la réforme. Quatre tableaux sont présentés pour prévoir les deux dates d'entrée en vigueur 2014 et 2015.

Avant de présenter les amendements déposés par Solidaires, Monsieur MAITRE, expert convoqué à la demande de Solidaires, fait une intervention sur l'indice 340 majoré 321, indice de début de grille aussi bien pour la catégorie C (échelle 5) que pour la catégorie B et la catégorie A, et dénonce son côté « anormal ».

Monsieur MAITRE avant de présenter les amendements déposés par Solidaires indique qu'il souhaite qu'ils soient examinés selon l'ordre de dépôt et non comme « l'administration les a classés ».

#### Article 2 -Amendement 1 de Solidaires FP

##### Texte de l'amendement :

Dans le 2° de l'article 2, intitulé « échelonnement indiciaire afférent à l'échelle 5 », remplacer dans la grille indiciaire, les indices bruts des échelons 10 et 11 de la façon suivante :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

10<sup>ème</sup> échelon : indice brut 431 (IM 381) au lieu de 430

11<sup>ème</sup> échelon : indice brut 451 (IM 396) au lieu de 447.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

10<sup>ème</sup> échelon : indice brut 438 au lieu de 437

11<sup>ème</sup> échelon : indice brut 458 au lieu de 454

Exposé de motifs

Classement de l'échelle 5 en échelle 6 selon la grille proposée par la DGAFP							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
12	402	4 ans	→	7	417	4 ans	SA
11	393	4 ans	→	6	395	3 ans	AA
10	380	4 ans	→	5	380	3ans	AA
9	371	3ans	→	5	380	3 ans	SA

Grille revendiquée par Solidaires pour améliorer le classement de l'échelle 5 en échelle 6							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
12	402	4ans	→	7	417	4 ans	SA
11	396	4 ans	→	7	417	3 ans	SA
10	381	4 ans	→	6	395	3ans	AA
9	371	3 ans	→	5	380	3 ans	SA

La nouvelle grille indiciaire pose problème notamment en ce qui concerne les conditions de classement des agents promus de l'échelle 5 à l'échelle 6.

En effet, selon le décret 2005-1228 du 25 septembre 2005 modifié article 3 – Il est dit que « pour qu'un agent puisse transporter son ancienneté, il faut que le gain obtenu en passant de l'échelle 5 à l'échelle 6 soit inférieur au gain qu'il aurait obtenu en restant dans la même échelle de rémunération (donc dans l'échelle 5) mais en accédant à l'échelon supérieur ».

A - Ainsi selon la grille proposée, un agent du 9<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 - indice majoré 371 sera classé au 5<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6 – indice 380 – « sans transport de son ancienneté » puisque la différence indiciaire obtenue lors de la promotion (380 – 371 = 9 points) n'est pas inférieure à celle dont aurait bénéficié l'agent s'il était resté dans la même échelle 5 en accédant au 10<sup>ème</sup> échelon (10<sup>ème</sup> IM 380 – 9<sup>ème</sup> IM 371 = 9 points).

**Il faudrait donc pour que l'agent transporte son ancienneté, majorer d'un point d'indice majoré le 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 (de 380 à 381). C'est ce que Solidaires vous demande dans son amendement.**

La différence indiciaire entre le 9<sup>ème</sup> et le 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 serait donc de  $381 - 371 = 10$  points et la différence du passage de l'échelle 5 à l'échelle 6 serait ainsi inférieure puisque seulement de 9 points.

**B - En suite logique :** pour que le 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 devenu indice 381, puisse lui aussi permettre de transporter l'ancienneté acquise lors d'une promotion à l'échelle 6, il faudrait revaloriser le 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5.

Selon la grille proposée le 11<sup>ème</sup> échelon serait à l'indice 393. La différence entre le 10 et 11<sup>ème</sup> échelon serait donc de 12 points (compte tenu de la modification précédente ( $393 - 381$ )). La différence lors du passage de l'échelle 5 au 6<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6 serait de  $395 - 381$  soit 14 points donc supérieure à la promotion en échelle 5.

Selon notre proposition d'amendement, la différence lors du passage de l'échelle 5 à l'échelle 6 (déjà calculée = 14 points) serait inférieure à la différence lors du passage du 10<sup>ème</sup> au 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 ( $396 - 381 = 15$  points) d'où transfert d'ancienneté possible.

**Il faut donc revaloriser le 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 et le porter de 393 à 396. C'est ce que Solidaires vous demande dans son amendement.**

**C - Toujours en suite logique :** le 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 porté à 396 serait classé en échelle 6, non plus au 6<sup>ème</sup> échelon avec transport d'ancienneté mais au 7<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6 sans ancienneté.

Même sans ancienneté, le gain serait de 11 points d'indice - Echelle 6 : 7<sup>ème</sup> IM 417 et 6<sup>ème</sup> 396 = 11 points – alors que la différence entre 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> de l'échelle 5 est de ( $402 - (11<sup>ème</sup>)$ ) IM 396 = 6 points.

Pour Solidaires, il s'agit, par rapport au déroulement de carrière en vigueur avant la mise en place de la nouvelle carrière :

- de reconduire les conditions de classement des agents du 9<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 lors de leur promotion à l'échelle 6 ;
- d'améliorer le classement des agents situés dans les 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> échelons de l'échelle 5 lors de leur promotion à l'échelle 6.

Madame LEVEQUE précise que tous les amendements qui remettent en cause la structure de la grille telle qu'elle a été arrêtée lors de la réunion du mois de septembre ne sont pas acceptés.

Monsieur PASTOR ajoute que si les propositions et observations exposées lors de la dernière réunion de concertation n'ont pas été retenues, c'est parce qu'elles sont prématurées.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 14** (CGC 1, CGT 3, FO 4, FSU 4 Solidaires 2)

**Abstention 7** (UNSA 3, CFDT 3, CFTC 1)

Amendement adopté par les membres, il sera examiné en assemblée plénière.

#### **Article 2 Amendement n° 2 de Solidaires FP**

##### Texte de l'amendement :

Dans le 2° de l'article 2, intitulé « échelonnement indiciaire afférent à l'échelle 5 », remplacer dans la grille indiciaire, l'indice brut de l'échelon 10 de la façon suivante :

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :**

10<sup>ème</sup> échelon : indice brut 431 (IM 381) au lieu de indice brut 430

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**

10<sup>ème</sup> échelon : indice brut 438 au lieu de 437

##### Exposé des motifs

Solidaires demande dans ce deuxième amendement que soit simplement à reconduite les conditions actuelles de classement des agents des 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> échelons promus à l'échelle 6.

Pour ce faire, il y a lieu de modifier la grille indiciaire proposée en revalorisant d'un point l'indice du 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5. Le gain indiciaire procuré par un classement au 5<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6 (9 points) étant inférieur à celui résultant d'un avancement au 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 (10points), l'ancienneté acquise dans le 9<sup>ème</sup> échelon peut donc être transportée dans le 5<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6.

Cette revalorisation d'un point permet de reconduire les conditions de classement actuelles ainsi que l'illustre le tableau comparatif ci-dessous et donc à l'agent qui conserve son ancienneté acquise d'améliorer son déroulement de carrière (accès plus rapide au 6<sup>ème</sup> échelon E 6) :

Classement actuel de l'échelle 5 en échelle 6		
Situation en E5		Classement en E6

Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
11	392	4 ans	→	6	395	3 ans	AA
10	379	4 ans	→	5	380	3ans	AA
9	362	3ans	→	5	377	3 ans	SA

Classement de l'échelle 5 en échelle 6 selon la grille proposée par la DGAFP							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
	402	4 ans	→	7	417	4 ans	SA
11	393	4 ans	→	6	395	3 ans	AA
10	380	4 ans	→	5	380	3ans	AA
9	371	3ans	→	5	380	3 ans	SA

Grille revendiquée par Solidaires pour améliorer le classement de l'échelle 5 en échelle 6							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
12	402	4 ans	→	7	417	4 ans	SA
11	393	4 ans	→	6	417	3 ans	AA
10	381	4 ans	→	5	395	3ans	AA
9	371	3ans	→	5	380	3 ans	AA

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 14** (CGC 1, CGT 3, FO 4, FSU 4 Solidaires 2)

**Abstention 7** (UNSA 3, CFTD 3, CFTC 1)

Amendement adopté par les membres, il sera examiné en assemblée plénière.

#### Article 2 Amendement n° 3 de Solidaires FP

##### Texte de l'amendement :

Dans le 1<sup>er</sup> de l'article 2, intitulé « échelonnement indiciaire afférent à l'échelle 6 », remplacer dans la grille indiciaire, l'indice brut de l'échelon 5 de la façon suivante :

##### Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

5<sup>ème</sup> échelon : 429 (IM 379) au lieu de 430

##### Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

5<sup>ème</sup> échelon : 435 au lieu de 437

**Exposé des motifs :** Solidaires propose ce troisième amendement qui vise simplement à reconduire les conditions actuelles de classement des agents des 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> échelons promus à l'échelle 6.

Pour ce faire, il y a lieu de modifier l'indice du 5<sup>ème</sup> échelon l'échelle 6.

Le gain indiciaire procuré par un classement au 5<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6 (8 points) étant inférieur à celui résultant d'un avancement au 10<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 5 (9 points), l'ancienneté acquise dans le 9<sup>ème</sup> échelon peut être transportée dans le 5<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6.

Cette modification permet de reconduire les conditions de classement actuelles ainsi que l'illustre le tableau comparatif ci-dessous et donc à l'agent qui conserve son ancienneté acquise d'améliorer son déroulement de carrière (accès plus rapide au 6<sup>ème</sup> échelon E 6) :

Classement actuel de l'échelle 5 en échelle 6							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
11	392	4 ans	→	6	395	3 ans	AA
10	379	4 ans	→	5	380	3ans	AA
9	362	3ans	→	5	377	3 ans	SA

Classement de l'échelle 5 en échelle 6 selon la grille proposée par la DGAFP							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
	402	4 ans	→	7	417	4 ans	SA
11	393	4 ans	→	6	395	3 ans	AA
10	380	4 ans	→	5	380	3ans	AA
9	371	3ans	→	5	380	3 ans	SA

Grille revendiquée par Solidaires pour améliorer le classement de l'échelle 5 en échelle 6							
Situation en E5				Classement en E6			
Ech	IM	Durée	→	Ech	IM	Durée	Reprise ancien neté
12	402	4 ans	→	7	417	4 ans	SA
11	393	4 ans	→	6	417	3 ans	AA
10	380	4 ans	→	5	395	3ans	AA
9	371	3ans	→	5	379	3 ans	AA

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 11** (CGC 1, FO 4, FSU 4 Solidaires 2)

**Abstention 10** (UNSA 3, CGT 3, CFDT 3, CFTC 1)

Amendement adopté par les membres, il sera examiné en assemblée plénière.

Pour mémoire sont rappelés ci-après les amendements 4 et 5 de Solidaires qui ont été retirés en séance par Madame LESCURE.

#### Article 2 Amendement n° 4 de Solidaires FP

##### Texte de l'amendement :

Dans le 3° de l'article 2, intitulé « échelonnement indiciaire afférent à l'échelle 4 », modifier dans la grille indiciaire, l'indice brut de l'échelon 1 de la façon suivante :

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :**

1<sup>er</sup> échelon : 337 (IM 319) au lieu de 336 (IM 318)

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**

1<sup>er</sup> échelon : 343 (IM 324) au lieu de 342 (IM 323)

##### Exposé des motifs

Par cet amendement Solidaires Fonction Publique revendique la revalorisation du début de carrière des agents recrutés à l'échelle 4 de rémunération.

Il peut également, mais pas uniquement, être considéré comme la contrepartie de l'amendement n°3.

#### Article 2 Amendement n° 5 de Solidaires FP

##### Texte de l'amendement :

Dans le 4° de l'article 2, intitulé « échelonnement indiciaire afférent à l'échelle 3 », modifier dans la grille indiciaire, l'indice brut de l'échelon 1 de la façon suivante :

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :**

1<sup>er</sup> échelon : 334 (IM 317) au lieu de 330 (IM 316)

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**

1<sup>er</sup> échelon : 341 (IM 322) au lieu de 340 (IM 321)

##### Exposé des motifs

Par cet amendement Solidaires Fonction Publique revendique la revalorisation du début de carrière des agents recrutés à l'échelle 3 de rémunération.

Il peut également, mais pas uniquement, être considéré comme la contrepartie de l'amendement n°3.

A la demande de Monsieur GUEDON sont examinés les amendements du Gouvernement qui sont présentés par Monsieur CAMPEAUX.

Amendement du Gouvernement : - Article 1<sup>er</sup>

A l'article 1<sup>er</sup> la mention « Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 » à la deuxième ligne du tableau est supprimée.

Amendement du Gouvernement : - Article 2

Aux 1°, 2°, 3° et 4° les mots « Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 » inscrit en 2° ligne des tableaux sont supprimés.

Est ensuite examiné l'amendement déposé par FO qui comme le précédent est irrecevable, Monsieur GANDIL le présente et insiste sur les grandes différences entre les échelles fonction publique et celles de La Poste et de France Télécom.

#### Amendement FO concernant le décret indiciaire de la catégorie C.

##### Exposé des motifs

Les grilles de La Poste, des Télécoms et de la fonction publique traditionnelle ont été séparées au moment de la réforme dite Durafour et de la loi Quilles.

Aujourd'hui, la catégorie C est structurée comme suit :

**Echelle 3 : 297-388 ; 22 ans**

**Echelle 4 : 298-413 ; 22 ans**

**Echelle 5 : 299-446. 22 ans**

**Echelle 6 administrative 347-479. 17 ans**

**Echelle 6 : 347-499. 20 ans**

La Poste :

I-1 : 281-388 ; 29 ans

I-2 : 287-449 ; 29 ans

I-3 : 290-479 ; 26 ans

France Télécom

I-1 : 281-388 ; 29 ans

I-2 : 287-449 ; 29 ans

I-3 : 290-499 ; 29 ans

L'Etat propose une nouvelle réforme

**Echelle 3 : 340-400 ; 22 ans**

**Echelle 4 : 342-432 ; 26 ans**

**Echelle 5 : 348-465. 26 ans**

**Echelle 6 : 364-543. 20 ans**

Le décrochage des fonctionnaires des ex PTT doit cesser. C'est l'objet de cet amendement qui ne corrige pas l'extrême longueur de nos grilles, mais au moins, assure la même fin de carrière que pour le reste des fonctionnaires des 3 fonctions publiques.

Cet amendement impose un amendement dans le décret d'échelonnement qui sera expliqué dans la présentation de ce dernier.

#### **Amendement**

#### **Aux visas, rajouter :**

le décret n° 2011-1681 du 29 novembre 2011 fixant l'échelonnement indiciaire des grades des fonctionnaires de France Télécom et les arrêtés du 30 mars 2007 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux grades du corps des agents professionnels qualifiés de La Poste et du 30 mars 2007 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux grades d'agent professionnel de La Poste.

#### **CHAPITRE I bis : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE A CERTAINS CORPS DE LA POSTE ET DE FRANCE TELECOM**

##### **Article 2bis**

I. — L'échelonnement indiciaire afférent aux échelles de rémunération instituées aux articles 1er et 2 de l'arrêté du 30 mars 2007 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux grades du corps des agents professionnels qualifiés de La Poste et aux échelles de rémunération instituées à l'article 5 du décret n° 2011-1681 du 29 novembre 2011 fixant l'échelonnement indiciaire des grades des fonctionnaires de France Télécom susvisés, est fixé, à compter du 1er janvier 2014, ainsi qu'il suit :

1. Echelonnement indiciaire afférent au grade d'agent professionnel qualifié de second niveau de La Poste et grade d'agent professionnel qualifié de second niveau de France Télécom :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
18e échelon	543
17e échelon	506
16e échelon	488
15e échelon	453
14e échelon	441
13e échelon	430
12e échelon	420
11e échelon	412
10e échelon	396
9e échelon	384
8e échelon	374
7e échelon	358
6e échelon	346
5e échelon	328
4e échelon	316
3e échelon	302
2e échelon	298
1er échelon	290

2. Echelonnement indiciaire afférent au grade d'agent professionnel qualifié de premier niveau de La Poste et au grade d'agent professionnel qualifié de premier niveau de France Télécom :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
16e échelon	465
15e échelon	454
14e échelon	437
13e échelon	416
12e échelon	404
11e échelon	387

10e échelon	374
9e échelon	358
8e échelon	347
7e échelon	333
6e échelon	323
5e échelon	315
4e échelon	307
3e échelon	298
2e échelon	290
1er échelon	287

II. — L'échelonnement indiciaire afférent à l'échelle de rémunération instituée à l'article 1er de l'arrêté du 30 mars 2007 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux grades d'agent professionnel de La Poste et aux échelles de rémunération instituées à l'article 6 du décret n° 2011-1681 du 29 novembre 2011 fixant l'échelonnement indiciaire des grades des fonctionnaires de France Télécom susvisés, est fixé, à compter du 1er janvier 2014, ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
16e échelon	400
15e échelon	370
14e échelon	350
13e échelon	340
12e échelon	333
11e échelon	327
10e échelon	321
9e échelon	317
8e échelon	314
7e échelon	310
6e échelon	305
5e échelon	301
4e échelon	298
3e échelon	293
2e échelon	287
1er échelon	281

III. — Les agents concernés sont intégrés dans les nouvelles échelles au 1<sup>er</sup> janvier 2014, à égalité d'échelon, l'ancienneté d'indice étant conservée, à l'exception des fonctionnaires titulaires du grade d'agent professionnel qualifié de second niveau de La Poste ayant au moins 3 ans d'ancienneté dans le 17<sup>ième</sup> échelon de leur grade. Ces derniers sont intégrés dans leur nouvelle échelle au 18<sup>ième</sup> échelon avec une ancienneté d'indice réduite de 3 ans.

Départ des membres du bureau SE2.

Départ de l'expert désigné à la demande de Solidaires FP.

## 5/ Projet de décret portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la FPE

Ce texte est présenté par Madame LEVEQUE qui rappelle qu'au cours de l'été 2012 un bilan de la PFR a été engagé à la demande des organisations syndicales. Le Gouvernement a décidé de garder « les acquis de la PFR, la simplification du paysage indemnitaire », et l'harmonisation des barèmes entre les différents ministères.

Ce dispositif créé donc un régime indemnitaire qui tiendra compte des fonctions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Il comporte un régime indemnitaire de

base et dans un certain nombre de cas un complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel de l'agent. Il va se déployer en 3 temps :

1/ avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour les agents des corps administratifs des catégories B et C ainsi que les corps interministériels d'assistants et de conseillers techniques de service social ;

2/ avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 pour les corps actuellement bénéficiaires de la PFR ;

3/ au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour les autres corps.

Les principales différences par rapport à la part fonction de la PFR sont :

- un nombre plus limité de types de poste identifiés sur la base de critères professionnels ;
- la possibilité de prendre en compte sans changement de fonction l'acquisition par un agent d'une expérience particulière sur un même poste ;
- le principe d'un réexamen tous les cinq ans, lorsqu'il n'y a pas eu de changement de fonction du montant indemnitaire à allouer à chaque agent.

La seconde partie de ce dispositif avec le complément indemnitaire annuel pourra être versée au vu de la manière de servir telle qu'elle est appréciée dans le cadre de l'entretien professionnel.

Toutes les organisations syndicales à des degrés plus ou moins importants sont défavorables à ce texte.

#### **Amendement n° 1 de Solidaires Fonction Publique**

##### **Amendement :**

**Solidaires Fonction publique demande le retrait global du projet de décret**

##### **Exposé des motifs**

Pour Solidaires Fonction publique, le nouveau régime indemnitaire, est presque un copié collé du régime auquel il se substitue.

Il ne semblait pas à Solidaires FP lors de la réunion du 23 juillet qu'il s'agissait d'une réunion conclusive, beaucoup de points importants nécessitent encore des discussions entre la DGAFP et les organisations syndicales nationales.

La même observation a été faite lors de la réunion du 1<sup>er</sup> octobre. Réunion qui avait pour but d'examiner le projet de décret qui sera soumis à la commission statutaire du 21 octobre.

**En conséquence, Solidaires FP demande que ce projet de décret soit retiré de l'ordre du jour de la commission statutaire de ce jour.**

Cet amendement est présenté par Madame PASQUALINI qui rappelle que Madame la Ministre avait annoncé la suppression de la PFR, surtout que la réunion du 23 juillet dernier n'était pas une réunion conclusive comme cela est apparu lors de la réunion du 1<sup>er</sup> octobre. Solidaires refuse les primes modulables qui remettent en cause le travail d'équipe.

Vote sur cet amendement qui a reçu un avis défavorable du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 19** (UNSA 3, CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaires 2)

Contre 1 CGC

Abstention 1 CFTC

Cet amendement sera examiné en assemblée plénière.

#### **UNSA - amendement n° 1 : - Intitulé du décret**

Remplacer le texte suivant « **portant création** » par l'expression « **d'une indemnité de fonctions et de responsabilités** ».

Par cohérence, dans tous les articles où le nom de l'indemnité figurait, lui substituer l'appellation nouvelle.

Motifs de l'amendement :

Simplification utile de l'appellation et qui couvre l'ensemble des éléments.

Cet amendement a été retiré en séance par Monsieur BENTZ

### **UNSA - amendement n° 2 (subsidaire de l'amendement n°1) :**

#### **Intitulé du décret**

Après le terme « **fonctions** », insérer l'expression « **sujétions** ».

Remplacer « **engagement professionnel** » par « **valeur professionnelle** ».

Par cohérence :

- a) dans tous les articles où figurait l'expression « **engagement professionnel** » lui est substituée l'expression « **valeur professionnelle** » ;
- b) dans tous les articles où le titre de l'indemnité est cité lui substituer la formulation complète du titre modifié.

Motifs de l'amendement :

Référence précise au statut général et aux dispositions réglementaires sur l'évaluation des personnels. Pour « **sujétions** », cohérence avec le libellé de l'article 1er (1er alinéa) et de l'article 5.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis favorable** du Gouvernement pour la **première partie** et **défavorable** pour la **seconde** (toutefois l'UNSA souhaite présenter son amendement aux votes en l'état)

**21 votants**

**Pour 7** (CGC 1, UNSA 3, CFDT 3)

**Contre 4** (FSU)

**Abstention 10** (CGT 3, FO 4, Solidaires 2, CFTC 1)

Cet amendement ne sera pas examiné en assemblée plénière.

### **Article 1 - - Amendement n°1 FSU (présenté par Madame FERAY)**

L'article 1 est remplacé par

« Les fonctionnaires peuvent bénéficier d'une indemnité rémunérant les sujétions spéciales des emplois qu'ils occupent et leurs éventuels travaux supplémentaires.

Des arrêtés du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et le cas échéant, du ministre intéressé, fixent après avis du comité technique compétent ou du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, la liste des corps et emplois bénéficiant de l'indemnité de sujétions.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre intéressé peut, en outre, autoriser le versement de l'indemnité de sujétion aux agents non titulaires de droit public, exerçant les missions d'un des corps ou emploi mentionné au 2ème alinéa. »

#### **Motivation**

Il s'agit de limiter le rôle des rémunérations indemnitaires à la prise en compte des sujétions particulières propres à certains corps ou emplois. Les comités techniques sont compétents pour fixer la liste des corps et emplois concernés, afin d'assurer la transparence nécessaire. Les agents non titulaires de droit public doivent pouvoir être éligibles à ces régimes indemnitaires.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 7** (CGT 3, FSU 4)

**Contre 4** (CGC 1, UNSA 3)

**Abstention 10** (FO 4, CFDT 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Cet amendement ne sera pas examiné en assemblée plénière.



**Article 1<sup>er</sup> - Amendement n° 1 de la CFDT**

Texte de l'amendement / Au dernier paragraphe, supprimer les derniers mots « et en exerçant les missions ».  
Exposé des motifs / Cet amendement est d'ordre rédactionnel.

Cet amendement est retiré en séance par Madame JACQUOT

**Article 2 - FSU - Amendement n° 2**

L'article 2 est remplacé par

« I Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 1, le fonctionnaire ou l'agent public se voit attribuer une Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) liée à l'emploi occupé, déterminée par le ministère de tutelle, après avis du Comité Technique compétent, ou du CSFPE.

II Le comité technique compétent réexamine au moins tous les trois ans le classement des emplois, et le nombre de points de NBI afférent. »

Motivation

Le versement de l'indemnité est effectué sous forme de NBI afin d'être pris en compte lors de la liquidation de la pension. Cette disposition rendra le RAFP inutile, et sa disparition peut alors être organisée.

Le classement des corps et emplois est revu périodiquement après avis du CTM.

Amendement présenté puis retiré en séance par Madame FERAY.

**Article 2 - Amendement n° 2 de la CFDT**

Texte de l'amendement

**Remplacer :**

« I. - Pour la mise en œuvre des dispositions du présent décret, les fonctions occupées par les fonctionnaires mentionnés à l'article 1er sont réparties au sein de différentes catégories, notamment au regard des critères professionnels mentionnés au III.

II. - Pour chaque corps et emploi, le montant individuel de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est déterminé, dans la limite du plafond applicable à la catégorie dont relèvent les fonctions exercées par l'agent, notamment au regard des critères professionnels mentionnés au III.

III. - Les critères professionnels pris en compte pour la répartition des fonctions par catégorie et... »

**Par :**

« I. - Pour la mise en œuvre des dispositions du présent décret, **une typologie des** fonctions occupées par les fonctionnaires mentionnés à l'article 1er **est établie**, notamment au regard des critères professionnels mentionnés au III.

II. - Pour chaque corps et emploi, le montant individuel de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est déterminé, dans la limite du plafond applicable **au type de** fonctions exercées par l'agent, **tel que défini au I.**

III. - Les critères professionnels pris en compte pour la répartition des fonctions par **type** et....

Exposé des motifs

Cette proposition vise à éviter toute confusion entre la catégorie hiérarchique et la « catégorie » de fonctions.

Présenté par Madame JACQUOT, cet amendement reçoit un **avis favorable** de l'administration qui est d'accord pour remplacer le mot « type » par « groupe »

Vote sur cet amendement ainsi amendé

**21 votants**

**Pour 12** (CGC 1, UNSA 3, FSU 4, CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 9** (CGT 3, FO 4, Solidaires 2)

Sera examiné en assemblée plénière.

**Article 2 - Amendement n° 3 de la CFDT**

Texte de l'amendement

**Remplacer :**

« IV. - Le montant de l'indemnité mentionné au II du présent article fait l'objet d'un réexamen :

1° - En cas de changement de fonctions au sein d'une même catégorie au vu de l'expérience acquise par l'agent ; »

**Par :**

« IV. - Le montant de l'indemnité mentionné au II du présent article fait l'objet d'un réexamen :

1° - En cas de changement de fonctions ; »

**Exposé des motifs**

Cette proposition vise à éviter toute confusion entre la catégorie hiérarchique et la « catégorie » de fonctions.

Vote sur cet amendement qui a reçu un avis partiellement favorable du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 7** (CGC 1, UNSA 3, CFDT 3)

**Abstention 14** (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2, CFTC 1)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

**Article 2 - Amendement n° 4 de la CFDT**

**Texte de l'amendement**

**Au IV, ajouter :**

« 3° - En cas de changement de grade suite à une promotion. »

**Exposé des motifs**

Pour la CFDT Fonctions publiques, il convient de prévoir le cas d'un agent qui bénéficierait d'une promotion n'entraînant pas de changement de poste. Il doit bénéficier immédiatement du niveau indemnitaire afférent à son nouveau grade.

Vote sur cet amendement qui a reçu un avis favorable du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 15** (CGC 1, UNSA 3, CGT 3, FSU 4, CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 6** (FO 4, Solidaires 2)

Sera examiné en assemblée plénière.

**Article 2 - Amendement n° 1 de la CFE-CGC**

**Texte de l'amendement**

Au 2° du IV de l'article 2, remplacer « tous les cinq ans » par « tous les deux ans ».

**Exposé des motifs**

La valeur du point d'indice n'a pas été réévaluée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, et il n'est pas prévu de la réviser dans un avenir proche.

Le fait d'indiquer que l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise pourra n'être révisée qu'une fois tous les 5 ans, laisse penser que sa mise en place va être suivie de 5 années de gel du régime indemnitaire, donc de la rémunération brute globale.

Comme la cotisation retraite va augmenter dans les années à venir, cela veut dire qu'avec le gel du point et le gel du régime indemnitaire, la rémunération nette des fonctionnaires va baisser.

En réduisant la durée entre réévaluation à 2 ans, cela limitera les effets négatifs du gel des rémunérations.

Il est présenté par Monsieur HACQUIN.

Madame LEVEQUE explique que 5 ans c'est l'étape maximum pour le réexamen, celui là peut naturellement avoir lieu avant mais 2 ans c'est vraiment trop court, la durée raisonnable est 3 ou 4 ans l'administration propose 4 ans.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 4** (CGC 1, UNSA 3)

**Contre 4** (CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 13** (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

#### **UNSA - amendement n° 4 : 2° du IV de l'article 2**

Au lieu de « **tous les cinq ans** », écrire : « **tous les trois ans** »

Motifs de l'amendement :

Cinq ans représentent une durée importante. C'est une garantie de maintien de l'indemnité à l'agent, mais le délai est trop long si cette indemnité n'est pas, au départ, représentative de la valeur professionnelle de l'agent qui peut, dans ce laps de temps évoluer (approfondissement de la maîtrise des tâches ou des dossiers traités, réinvestissement de formations, etc.). C'est pourquoi il est proposé de raccourcir ce délai à trois ans.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 7** (CGC 1, UNSA 3, CFDT 3)

**Contre 1** CFTC

**Abstention 13** (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

#### **UNSA - amendement n° 3: III de l'article 2**

Article 2, III : ajouter à la fin du III un alinéa supplémentaire ainsi rédigé :

« Pour l'appréciation des critères professionnels mentionnés au 1°, 2°, 3°, il est tenu compte du compte rendu de l'entretien professionnel mentionné à l'article 2 du décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État. »

Par cohérence, rajouter un visa : Décret 2010-888 du 27 juillet 2010 relatif aux conditions générales d'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État.

Motifs de l'amendement :

On ne peut pas évoquer les critères professionnels comme l'expertise ou l'expérience acquise sans prendre en compte l'évaluation des agents et intégrer un espace de dialogue.

Amendement retiré en séance par Monsieur BENTZ après l'explication fournie par Madame LEVEQUE sur le montant individuel de l'indemnité.

#### **Articles 3 et 4 - FSU - Amendement n°3**

Suppression de ces articles.

Motivation

La manière de servir et la compétence acquise par l'expérience professionnelle sont prises en compte par l'avancement et les promotions. La proposition de les intégrer dans la fixation du montant de l'IFEEP aboutit à une individualisation des rémunérations indemnitaires incompatible avec le besoin d'égalité de traitement des personnels.

Madame FERAY présente cet amendement et explique que la FSU est défavorable à ce complément indemnitaire annuel.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 7** (CGT 3, FSU 4)

**Contre 4** (CGC 1, UNSA 3)

**Abstention 10** (FO 4, CFDT 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

Une pause de quelques minutes est accordée, reprise à 18h10.

Départ de Monsieur GODARD CGT qui est remplacé par Madame MOYSE

Départ de Madame BESSIS FSU qui est remplacée par Monsieur AUBRY.

#### **UNSA-amendement n° 5 : II de l'article 3**

Remplacer « **entre 0 et 100 %** » par : « **entre 50 et 100 %** ».

Motifs de l'amendement :

Un agent ne peut avoir 0 % d'un complément indemnitaire qui est destiné à reconnaître la valeur professionnelle et la manière de servir de l'agent. S'il est à 0, c'est qu'il y a un problème de GRH qui peut nécessiter d'autres réponses (formation, accompagnement professionnel) dès lors qu'on ne tombe pas dans les cas extrêmes qui relèvent d'autres procédures statutaires (insuffisance professionnelle, discipline). Par ailleurs, la graduation est excessive. Un rapport de 1 à 2 est suffisant.

Madame LEVEQUE indique que l'administration comprend naturellement les motivations de l'amendement et précise que le 0 ne répondra par définition qu'à une situation exceptionnelle. Des précisions seront données dans la circulaire.

L'UNSA n'accepte pas la proposition de l'administration et souhaite que l'amendement soit voté en l'état.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 12** (CGC 1, UNSA 3, FSU 4, CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 9** (CGT 3, FO 4, Solidaires 2)

Sera examiné en assemblée plénière.

#### **UNSA amendement n° 6 : III de l'article 3**

Remplacer « **en une ou deux fractions** » par « **en un seul versement** ».

Motifs de l'amendement :

Le versement du complément indemnitaire « annuel » intervient après l'entretien professionnel qui a lieu une fois par an et doit déclencher un seul versement.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 4** (CGC 1, UNSA 3)

**Abstention 17** (CGT 3, FO 4, FSU 4, CFDT 3, Solidaire 2, CFTC 1)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

#### **Article 4 - Amendement n° 5 de la CFDT**

Texte de l'amendement

**Remplacer :** - « Un arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget et, le cas échéant, du ministre intéressé détermine, pour chaque corps et statut d'emplois :

1° Le nombre de catégories de fonctions de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise ainsi que les plafonds y afférents ; » **Par :** « Un arrêté du ministre chargé de la

fonction publique et du ministre chargé du budget et, le cas échéant, du ministre intéressé détermine, pour chaque corps et statut d'emplois :

1° Le nombre de types de fonctions de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise ainsi que les plafonds y afférents ; ce nombre ne peut être supérieur à 5.

#### Exposé des motifs

La CFDT Fonctions publiques est attachée aux objectifs de transparence et d'harmonisation, notamment en matière de régime indemnitaire. Une typologie trop fine, tendant à une individualisation excessive, irait à l'encontre de ces objectifs défendus. Pour ces raisons, la CFDT Fonctions publiques souhaite qu'un cadre soit d'ores et déjà fixé aux typologies de fonctions.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis favorable** avec la formule « un groupe de fonctions le plus limité possible ».

**21 votants**

**Pour 8** (CGC 1, UNSA 3, CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 13** (CGT 3, FO 4, FSU 4, Solidaires 2)

Ne sera pas examiné en assemblée plénière.

#### **UNSA-amendement n° 7 : 5° de l'article 4**

**Supprimer le 5°.**

Motifs de l'amendement :

Les critères visés à l'article 2 suffisent à prendre en considération les éléments liés à la cotation de l'emploi. La formulation du 5°, trop vague et trop générale, est une porte ouverte à tous les abus.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement pour lequel Madame LEVEQUE ajoute que la rédaction de l'administration était considérée comme une garantie.

**21 votants**

**Pour 13** (UNSA 3, CGT 3, FSU 4, CFDT 3)

**Abstention 8** (CGC 1, FO 4, Solidaires 2, CFTC 1)

Sera examiné en assemblée plénière.

#### **Article 5 - Amendement n° 6 de la CFDT**

Texte de l'amendement

**Remplacer :** « L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités de même nature à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget. » **Par :** « Au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir seront exclusifs de toutes autres primes et indemnités de même nature. »

Exposé des motifs

La suppression de tout cumul entre l'IFSE et d'autres primes et indemnité de même nature vise à garantir les objectifs d'harmonisation et de transparence des dispositifs indemnitaires. La date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 doit permettre d'aboutir à cet objectif tout en garantissant un dialogue social de qualité.

Après échange avec l'administration et plusieurs organisations syndicales, Madame JACQUOT retire cet amendement en séance.

#### **Article 6 - FSU - Amendement n°4**

L'article est remplacé par

« Le ministre de la Fonction Publique conduit des négociations dans un délai de deux mois pour aboutir à une grille rénovée des traitements indiciaires, intégrant les montants des indemnités servies avant la publication du présent décret, après alignement des différents taux ministériels, et assurant à chaque agent, au minimum, le maintien de sa rémunération actuelle. »

**Motivation**

Aucun agent ne doit perdre de sa rémunération à l'entrée dans le nouveau dispositif.

Madame FERAY indique qu'elle retire cet amendement et qu'elle le transformera en vœu pour l'assemblée plénière.

## Article 6 - Amendement n° 7 de la CFDT

### Texte de l'amendement

**Remplacer :** « Lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées et,... » **Par :** « Lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou du grade détenu et,... »

### Exposé des motifs

Les règles de gestion des régimes indemnitaires font qu'une partie de ceux-ci peut être liée au grade détenu par l'agent. La CFDT Fonctions publiques souhaite que l'ensemble des montants indemnitaires perçus au moment de la mise en œuvre du RIFEEP soient sécurisés.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis favorable** du Gouvernement

**21 votants**

**Pour 12** (CGC 1, UNSA 3, FSU 4, CFDT 3, CFTC 1)

**Abstention 9** (CGT 3, FO 4, Solidaires 2)

Sera examiné en assemblée plénière.

## Article 7 - Amendement n° 2 de la CFE-CGC

### Texte de l'amendement

Au II et au V de l'article 7, remplacer « à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 » par « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 » et au III de ce même article, remplacer « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 » par « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ».

### Exposé des motifs

Les corps qui bénéficient de la PFR ont déjà connus une unification de leurs régimes indemnitaires antérieurs, il n'y a donc aucune urgence à leur appliquer une nouvelle réforme en la matière, d'où la demande de retarder l'effet du nouveau dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Par contre, tous les autres corps dont les régimes indemnitaires n'ont pas été revus à l'occasion de la réforme de la PFR devraient être mis le plus tôt possible dans le système unifié d'indemnité de fonction, d'expertise et d'engagement professionnel ; ceci favoriserait la mobilité professionnelle des fonctionnaires en améliorant substantiellement la lisibilité des rémunérations.

Monsieur HACQUIN retire en séance cet amendement qui avait reçu un avis défavorable du Gouvernement.

Le dernier amendement est un amendement du Gouvernement.

### **Amendement du Gouvernement :**

Au III de l'article 7, avant les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 », ajouter la mention : « Au plus tard ».

Monsieur GUEDON constate que l'ordre du jour est épuisé et remercie les membres de leur participation.

Madame LEVEQUE indique qu'elle rendra compte au cabinet de Madame la Ministre des débats et des échanges intervenus dans l'examen des textes, remercie les participants et souhaite une bonne soirée à tous.

La séance est clôturée à 18h45.